

le pamphlet

P É R I O D I Q U E I N D É P E N D A N T

Editorial

L'immigration africaine vers l'Europe, qui avait été reléguée dernièrement aux pages intérieures de nos quotidiens, revient à la une. Le périple de l'Aquarius, bateau de sauvetage des ONG SOS Méditerranée et Médecins sans frontières, a donné lieu à de nombreux débats, effets d'annonce et autres valse politiques dans toute l'Union européenne.

L'opération de sauvetage n'avait en elle-même rien d'extraordinaire, tant la récupération des «migrants» à quelques brasses des côtes libyennes par les gentilles organisations non gouvernementales est devenue commune. Ce qui l'est moins, c'est l'attitude du nouveau ministre de l'intérieur italien, Matteo Salvini, qui a décidé de mettre fin à l'arrogance de ces ONG, qui prétendent nous imposer l'arrivée de populations allogènes. Stupeur et consternation, l'Italie n'autorisera pas le débarquement des six cent vingt-neuf naufragés en provenance d'Afrique subsaharienne.

Une option aurait été de les ramener en Libye, mais curieusement cette possibilité n'a jamais été évoquée.

L'occasion était trop belle pour le gouvernement espagnol socialiste de se faire mousser en faisant preuve d'altruisme, et le nouveau premier ministre Pedro Sanchez pourfendait le mal en offrant généreusement de faire débarquer les nouveaux venus à Valence. Dans un premier temps, le bruit a couru dans les médias que les immigrants recevraient le statut de réfugiés, bruit démenti par la suite. Chaque cas sera étudié individuellement.

Bien. Individuellement, c'est un bon début. C'est même la clef, si ce n'est que tout est organisé à l'envers du bon sens. Reprenons: d'un côté l'Europe, vieux continent en décadence où la population a oublié ses racines chrétiennes, vit dans une relative opulence et se préoccupe essentiellement de la sortie du dernier I-Machin, des prochaines vacances à la plage et de la robe que portait la dernière starlette lors de la remise des Oscars. De l'autre côté, l'Afrique, ravagée par les guerres tribales ou de religions, exploitée par les multinationales, rongée par la corruption et où règnent la misère et la malnutrition. Eh bien! je vous le dis tout net: si j'étais Africain, moi aussi j'essaierais de me rendre en Occident par tous les moyens. Il est donc inévitable que le flux migratoire aille en augmentant tant que la situation ne s'améliorera pas en Afrique.

Car on trompe les populations africaines. On leur fait croire qu'ils seront bienvenus, car les Européens sont ouverts et tolérants, mais c'est un mensonge éhonté. Nous n'en voulons pas. Ni des Noirs d'Afrique subsaharienne, ni des Maghrébins musulmans. Une fois sur place, le rêve se transforme en cauchemar. En Europe, rien n'est simple. Il n'y a pas de travail pour tous ces bras sans qualifications. Le statut de réfugié n'est pas facile à obtenir et nombreux seront ceux que l'on priera de rentrer chez eux. C'est ensuite l'entrée dans la clandestinité, la solution de facilité pour obtenir des revenus – le trafic de drogue par exemple. Pour les plus honnêtes et les plus courageux, ce sera l'exploitation dans une entreprise peu scrupuleuse, qui les fera travailler au noir.

Les conséquences de cette immigration massive sont désastreuses à tous les niveaux. Les autochtones se sentent menacés dans leur identité et, dans certains quartiers, dans leur intégrité physique. La grogne monte et ne fait pas dans le détail. Le racisme de base est un sentiment facile.

Il y a des solutions pour enrayer la machine. Premièrement, les bateaux de sauvetage des ONG devraient ramener les migrants à leur point de DÉPART. Cela pourrait suffire à en décourager une bonne partie. Deuxièmement, monter une grande campagne dans toute l'Afrique pour informer les candidats au voyage en bateaux gonflables qu'ils ne seront pas repêchés en mer et qu'on ne les laissera pas accoster. Troisièmement, organiser à travers les consulats et ambassades la sélection des candidats à l'asile, qui devront démontrer d'une part être en danger dans leurs pays et d'autre part qu'il n'y a pas un Etat sûr dans lequel ils pourraient s'établir de leur côté de la Méditerranée. Les cas de demandeurs d'asile étant en réalité très peu nombreux par rapport à la masse des migrants, il resterait à sélectionner, toujours au moyen de structures sur le territoire africain, les individus qui présentent des qualifications utiles à l'économie européenne et pourraient grâce à cela obtenir un permis de travail temporaire et un stage dans une entreprise.

Reste la question de savoir comment venir en aide à tous ceux qui forment la majorité des pauvres bougres en quête d'un avenir meilleur. Nous n'avons pas la solution, mais ce qui est sûr, c'est que ce n'est pas de les amener en Europe.

Michel Paschoud

Ne dites pas...

Ne dites pas: «L'Organisation mondiale de la santé vise 95% de couverture vaccinale afin de botter la rougeole hors d'Europe.» Dites: «L'Organisation mondiale de la santé vise 95% de couverture vaccinale afin de bouter la rougeole hors d'Europe.»

L'amour de l'OMS pour les vaccins et leurs fabricants n'est plus à démontrer.

D'autre part, il y a tout lieu de supposer que Jeanne d'Arc se proposait de bou-ter les Anglais hors de France non pas en leur bottant l'arrière-train, mais en les battant l'épée à la main.

Le pinailleur

L'Etat, ce faux remède

Une réflexion amusée nous est venue en entendant certains partisans de l'initiative «Monnaie pleine», dont l'argumentation visait essentiellement le manque de confiance que nous devons éprouver vis-à-vis des banques commerciales et la nécessité de confier toute l'activité monétaire à la seule banque nationale. *Parce que la banque nationale, c'est l'Etat, et que l'Etat, c'est nous!* – écrivait fièrement une amie résolument contestataire.

L'amalgame entre la banque nationale et l'Etat est inadéquat: en Suisse, fort heureusement, le pouvoir politique ne contrôle pas les décisions de la BNS et se contente de lui fixer des objectifs généraux.

Mais ce qui nous a fait sourire, c'est le paradoxe de cette exclamation – «L'Etat, c'est nous!» – lancée par une personne qui, sur à peu près toutes les autres questions, se méfie comme de la peste de *l'Etat qui nous cache des choses, qui nous ment, qui nous manipule et qui est à la solde d'on ne sait qui*. Comment expliquer que ces ignobles conspirateurs agissant dans l'ombre et ourdissant de vils complots contre le peuple se mettent soudain à servir fidèlement les intérêts des citoyens dès qu'il est question de monnaie et de prêts commerciaux ou hypothécaires?

Nous ne nous étendrons pas sur ce manque regrettable de logique qui caractérise la plupart des raisonnements humains. Nous remarquerons seulement que l'Etat, en même temps qu'il constitue une cible facile pour toutes les récriminations de la société, apparaît aux yeux de cette même société comme le régulateur suprême de tous les problèmes. Chaque fois que quelque chose ne tourne pas rond, on s'exclame: *Mais que fait l'Etat? Pourquoi n'intervient-il pas? A quand une loi pour mettre un peu d'ordre?* Les esprits socialistes réclament une régulation étatique complète de toutes les activités humaines, tandis que les ultralibéraux convaincus revendiquent une dérégulation totale... imposée et contrôlée par l'Etat.

Cette attitude est un peu agaçante. Notre société a davantage besoin d'ordre que de réglementation, et l'un et l'autre ne vont pas forcément de pair, contrairement à ce que l'on croit. L'ordre est d'abord une qualité individuelle, qui s'enseigne, qui s'apprend et qui s'intériorise. Pour que l'ordre règne dans la société, il doit d'abord régner dans l'esprit des individus, du moins chez la majorité d'entre eux. Si tel n'est pas le cas, l'intervention de l'Etat ne peut guère y remédier. Seule l'action patiente et durable de l'Ecole ou de l'Eglise peut véritablement améliorer les individus.

Cette réflexion mériterait de guider le choix des citoyens à chaque fois qu'une initiative populaire demande à l'Etat de nous aménager un monde meilleur.

Pollux

Mensonge

L'Office fédéral de la statistique sait tout sur tout. Il sait, notamment, que la Suisse est un des pays d'Europe où le taux d'avortements est le plus bas et que ce taux diminue sans cesse depuis plus de cinq ans¹. Pourquoi?

«Un des facteurs les plus importants pour l'expliquer est la démocratisation de la pilule du lendemain, ou pilule d'urgence, explique Eliane Perrin, sociologue spécialiste des IVG. Elle est disponible, bon marché et discrète, ce qui limite bien sûr le nombre de grossesses non désirées.»

En fait, la pilule du lendemain ne limite pas le nombre des grossesses non désirées. Elle permet simplement de se débarrasser de l'embryon tout de suite après la conception, puisqu'elle empêche la nidation. Car c'est une pilule **abortive**! Et ce n'est pas parce qu'on la nomme abusivement «contraception d'urgence», ce n'est pas parce que les femmes qui la prennent, volontairement, ne sauront jamais si elles avaient conçu un enfant ou non qu'il n'y a pas, dans de nombreux, cas interruption volontaire de grossesse.

La pilule du lendemain étant «disponible, bon marché et discrète», il y a tout lieu de supposer que le nombre d'avortements a considérablement augmenté en Suisse ces dernières années.

Mais ces IVG-là n'entrent pas dans les statistiques.

Mariette Paschoud

¹ <http://www.20min.ch/ro/news/suisse/story/Moins-d-IVG-gr-ce-a-la-pilule-du-lendemain-26436486>.

Sondage tardif

Le 10 juin, comme il fallait s'y attendre, la loi sur les jeux d'argent a été acceptée à une écrasante majorité (72,9%) et l'initiative «Monnaie pleine» rejetée plus largement encore (75,7%).

A la suite de ces votations, le groupe Tamedia a procédé, en ligne, via les sites de ses organes de presse, non seulement à un décorticage des résultats, mais aussi à un sondage concernant l'attitude de la population vis-à-vis des jeux d'argent. 7736 personnes ont participé au sondage. Les réponses ont été pondérées selon divers critères par deux politologues, la marge d'erreur étant, paraît-il, de 3,4%.

Il semblerait que 72% des Suisses ne jouent jamais pour de l'argent, que 20% ne le font que rarement, 6% régulièrement et 2% souvent.

Tout cela est bien imprécis.

Si l'adverbe «jamais» ne prête pas à confusion, les autres ne sont pas vraiment éclairants. Qu'est-ce que rarement? Une fois par année, deux fois par décennie, trois fois par quart de siècle? Qu'est-ce que régulièrement? Tous les mois, tous les trois mois, tous les six mois? Qu'est-ce que souvent? Une fois par semaine, deux fois par semaine, tous les jours?

Et qu'est-ce que les sondés entendent par jouer pour de l'argent? Jouer à la roulette, parier sur des chevaux, essayer de gagner à l'euromillion ou au loto suisse, constituer une cagnotte à coups de parties de jass, acheter des cartes à gratter?

Le seul mérite de ce sondage est de montrer que, à part les joueurs indécorables, qui de toute façon ne s'y plieront pas, les Suisses n'avaient pas besoin de la loi sur les jeux d'argent.

C'est peut-être pour cette raison qu'on ne les a pas «sondés» avant la votation...

M.P.

¹ <http://www.20min.ch/ro/news/suisse/story/72--des-Suisses-ne-jouent-jamais-pour-de--l-argent-19887460>.

Optimistes versus réalistes

Il est de plus en plus évident qu'il y a deux Suisses, l'une et l'autre imperméables et inconciliables. La ligne de démarcation ne divise pas les Romands des Alémaniques, ni les vieux des jeunes, mais plutôt ceux qui attendent des bénéfices miraculeux de l'Union européenne, de la mondialisation, du libre-échange, d'une gouvernance mondiale et de la mixité ethnique, que j'appelle les optimistes, et ceux qui n'attendent rien de bon de ces «progrès», les réalistes.

L'Union européenne, à sa création sous le nom de Marché commun, était porteuse de grands espoirs. On a cru que le libre-échange entre les Etats membres, dont les économies étaient relativement comparables, induirait une union politique par le biais de l'union économique, et qu'une telle construction permettrait à tout jamais d'éviter des guerres fratricides.

En ce qui concerne les guerres intra-européennes, le succès a été au rendez-vous. Mais la «construction européenne», ce monstre bureaucratique et autoritaire, *s'est révélé être*, comme l'observe avec pertinence notre confrère **Rivarol**, *un désastre pour les pays du Vieux Continent, entraînant un chômage de masse, de multiples fermetures d'usines (...) et des délocalisations de plus en plus fréquentes. Tout ce dont s'est occupée l'Union européenne ces dernières décennies a tourné au désastre...*

La Suisse optimiste a gardé la foi. Certes, la situation est grave, voire tragique, mais elle va s'améliorer avec encore plus d'Europe, plus de règlements, moins d'entraves au commerce et plus de solidarité avec les migrants. Les paysans, ruinés, se suicident par dizaines chaque mois, mais c'est qu'ils n'ont pas su s'adapter.

On avait déjà connu ce raisonnement à propos de l'enseignement sous les ministres socialistes: il fallait niveler et abaisser les exigences pour que les élèves des familles les plus cultivées ne bénéficient pas d'un avantage immérité. Les résultats en ont été, comme on pouvait s'y attendre, une baisse catastrophique du niveau général. Alors, on en a conclu qu'on n'avait pas été assez loin dans le nivellement, qu'il fallait encore plus de socialistes et de pédagogistes doctrinaires dans les séminaires pédagogiques.

C'est le système du cliquet. La manivelle ne tourne que dans un sens et on ne peut revenir en arrière.

Mais, en ce qui concerne l'Union européenne, l'édifice commence à se lézarder: trop de nouveaux membres de niveau économique trop dissemblable, trop de bureaucratie, trop d'injonctions dictatoriales de Bruxelles. Les nouveaux membres d'Europe de l'Est ne sont pas disposés à se laisser envahir par des hordes de populations supplémentaires non souhaitées. Le Royaume-Uni veut quitter le club. La Suisse, qui n'en a jamais fait partie, a le taux de chômage le plus bas d'Europe et un taux de croissance réjouissant. L'Italie s'est donné un gouvernement eurosceptique ou plutôt euro-réaliste!

Mais plus l'Europe s'affaiblit et plus elle crispe sa gouvernance, plus elle est arrogante vis-à-vis de ses propres membres; mais hélas plus elle est faible dans ses rapports avec les Etats-Unis d'Amérique. Le Président Trump est protectionniste. Il l'a dit dès le début de sa campagne et il faut lui rendre cette justice qu'il tient ses promesses. Il veut protéger son industrie automobile en frappant de taxes douanières l'acier importé. C'est évidemment fâcheux pour les fournisseurs d'acier d'Europe et d'Asie, mais le président des Etats-Unis n'a pas été élu pour défendre leur *business*.

Et l'Union européenne, comme mesure de rétorsion, n'a rien trouvé de plus pertinent que de menacer les USA d'élever les taxes sur les motos Harley-Davidson et le beurre de cacahuète! Voilà qui va sans doute concerner un Européen sur dix mille!

Ce qui est plus grave, c'est que les Européens ont pris l'habitude de compter, pour la défense de leur territoire, sur le parapluie américain depuis la fin de la dernière guerre. Il y a des bases de l'armée américaine dans toute l'Europe et les budgets des Etats européens consacrés à la défense sont en baisse constante. Dans ces conditions, peut-on encore soutenir que les Etats d'Europe, y compris la Suisse, sont **souverains**? Lorsque les Etats-Unis ordonnent de cesser toute transaction commerciale avec l'Iran, par exemple, et que les Européens s'empressent d'obéir – même ceux qui n'ont aucune raison de se plier à

ces injonctions, par exemple la Suisse, supposée souveraine et neutre –, ces derniers ne sont-ils pas devenus insidieusement une colonie américaine?

La Suisse optimiste, qui a largement refusé l'initiative monnaie pleine, ne croit pas à l'hypothèse de tensions internationales susceptibles de dégénérer en conflit armé. Le colonel libyen n'y croyait pas non plus. M. Saddam Hussein non plus. Ni non plus ceux qui refuseront le crédit d'engagement pour l'achat de nouveaux avions de combat.

La Suisse n'a pas d'ennemis et les Etats-Unis nous protégeront en cas de tensions...

Claude Paschoud

Des parlementaires responsables

On respire! Les parlementaires fédéraux pourront continuer à voyager en première classe¹.

A la suite d'une motion déposée par une dame verte nommée Irène Kälin, qui demandait que les députés renoncent à leur abonnement général CFF de première classe au profit d'un abonnement de deuxième classe, le Conseil national a repoussé, par 141 voix contre 31, cette idée farfelue.

Nos députés sont des gens très conscients de leurs responsabilités. Ils font passer avant tout l'intérêt du peuple souverain: aussi leur cœur se fend-il à la seule pensée d'aller encombrer des wagons de deuxième classe déjà bondés. En outre, ils doivent à leurs électeurs de travailler à leurs dossiers pendant le voyage, en toute tranquillité, loin du bruit occasionné par le *vulgum pecus* entassé dans les compartiments de la classe inférieure.

Il serait facile de résoudre ces deux graves problèmes à moindres frais. Les CFF ne sont-ils pas suffisamment informatisés pour prévoir que, en période de session du Parlement fédéral, le taux d'occupation des trains risque d'augmenter et que quelques wagons de deuxième classe supplémentaires seraient utiles? Une telle solution mettrait à l'aise la conscience des conseillers nationaux et des conseillers aux Etats, tout en permettant à la Confédération d'économiser chaque année plusieurs centaines de milliers de francs. Bizarrement, les députés n'y ont pas pensé.

Il est tout à fait normal que les élus se fassent rembourser les frais de déplacement liés à leur fonction.

Personnellement, je comprends qu'on puisse préférer voyager en première classe et je ne suis pas opposée non plus à ce que nos prétendus représentants disposent de menus avantages. A quoi servirait-il d'être des gens importants – pardon, des serviteurs du peuple – si ce statut ne s'accompagnait pas de quelques privilèges?

Mais que nos parlementaires aient l'élémentaire décence de reconnaître qu'ils n'ont en vue que leur confort.

M.P.

¹ <http://www.20min.ch/ro/news/suisse/story/-Les-parlementaires-boucheraient-la-2e-classe--30213799>.

Qui est Bergoglio?

La Suisse officielle s'imagine recevoir le 21 juin à Genève un pape. Mais de multiples remarques donnent un sérieux bémol à cette certitude. Il y a trois ans, le personnage, déjà en poste à Rome depuis deux ans, avait refusé de venir à Saint-Maurice pour le 1500^e anniversaire de la plus vieille abbaye d'Europe, occupée absolument sans discontinuité... Cette indifférence a de quoi surprendre.

Il y a eu bien plus grave! Voici: sa première lettre officielle, écrite le jour même de son élection à Rome, fut adressée au grand rabbin de cette ville... Lui rappelait-il le fondement de la croyance chrétienne: la divinité du Christ? Pas le moins du monde! Lâchement politique, il invoqua sur lui «la protection du Très-Haut»... Le 10 juillet 2013, il adressa aux musulmans des vœux pour la fin du ramadan. C'était une nouveauté absolue dans les annales du Vatican.

Tout le monde connaît ses propos ambigus, lors d'une conférence de presse tenue en avion, sur l'homosexualité, le 29 juillet 2013: «Si une personne est gay (c'est-à-dire revendique son homosexualité comme un droit et en tire fierté, car tel est le sens de ce mot, précisons-nous ici), et cherche le Seigneur avec bonne volonté (ce qui est absolument inconciliable... ajouterons-nous), qui suis-je pour la juger?» La lettre et l'esprit des Saintes Ecritures sont ici clairement méprisés... L'incident est grave.

Le Grand Maître de la franc-maçonnerie argentine félicita personnellement le cardinal Bergoglio pour son élection au Souverain Pontificat... le 13 mars 2013. Le lendemain, le Grand-Orient d'Italie publia un communiqué disant qu'«avec le pape François, rien ne sera[it] plus comme avant». Dont acte!

Pour le bavardage œcuménique, la sécularisation de l'Europe et du monde, et, dans ce contexte, l'option préférentielle pour les pauvres, sans plus aucune doctrine chrétienne de l'Etat et de la société, jamais explicitée ni même rappelée, Bergoglio est effectivement pour tous les adversaires de l'Eglise l'homme de la situation.

N'en disons pas davantage.

Michel de Preux

Mocheté

La Licra-Suisse, pour qui, apparemment, la fin justifie à peu près tous les moyens, y compris les plus nauséabonds – il fallait que je le place, celui-là! –, avait lancé en octobre 2017 un site de délation, *caniveau.ch*, incitant les internautes à traquer sur la toile les propos racistes et antisémites et à lui en dénoncer les auteurs, afin qu'elle puisse clouer ceux-ci au pilori publiquement et nommément.

Ce procédé n'a pas plu au préposé à la protection des données, et la Licra, qui tient beaucoup au respect de la loi – surtout quand il s'agit de l'article 261bis du code pénal –, a provisoirement bloqué son site si bien nommé pour lui apporter des modifications. Je fais confiance à son savoir-faire.

S'exprimant sur son blog le 9 novembre 2017, peu après la création du site, Philippe Kaenel, président de la Licra-Suisse expliquait sans sourciller: «Il ne s'agit en aucun cas de délation ou de dénonciation, mais simplement d'une mise en exergue. L'objectif est de responsabiliser les auteurs de tels propos qui auront, il faut le préciser, la possibilité de demander, moyennant le respect de certaines conditions, le retrait du site.»¹

La Licra ne nous avait pas habitués à tant de mansuétude. En revanche la manière dont M. Kaenel recycle le sens des mots, si elle suscite mon admiration, ne me surprend pas du tout: il est d'autant plus indispensable d'ennoblir ses mochetés qu'on prétend lutter contre les mochetés des autres.

On ne saurait dire qui des dénoncés, des dénonciateurs et des incitateurs à la délation mérite la meilleure place dans le caniveau.

M.P.

¹ <https://blogs.letemps.ch/philippe-kenel/2017/11/09/pourquoi-caniveau-ch/>.

Cours de religions

L'enseignement des religions fait son retour à l'école, annonçait *Le Temps* sur son site le 12 juin¹.

En effet, le chef du Département vaudois de la formation, de la jeunesse et de la culture, la socialiste Cesla Amarelle, en a décidé ainsi. Cette mesure concernera les degrés primaire et secondaire de l'école obligatoire.

Mais il ne s'agit pas, bien entendu, de catéchisme ou d'histoire biblique, ce qui irait, paraît-il, à l'encontre de la «neutralité confessionnelle de l'Etat».

Le but de cet enseignement traitant des principales traditions religieuses et de leurs composantes éthiques est d'une originalité qui laisse pantois. Il s'agit «d'éveiller les élèves au vivre-ensemble dans une société multiculturelle, de garantir une cohésion sociale et de prévenir les replis identitaires» et aussi

d'«[apporter] à nos élèves des clés de compréhension des événements d'actualité».

Bonjour la propagande!

En outre, «un accent spécifique sera mis durant les dernières années sur la prévention des extrémismes et des radicalisations au sein des différentes communautés».

Nul doute que l'accent sera particulièrement spécifique en ce qui concerne les extrémismes et les radicalisations au sein de la communauté chrétienne.

Je plains les malheureux professeurs qui, grâce à «une formation continue et une formation initiale», seront chargés de mettre sur le même pied le christianisme, le judaïsme et l'islam dans nos classes multiculturelles.

Les peuples gouvernés par des socialistes iréniques ne connaissent pas leur bonheur!

M.P.

¹ <https://www.letemps.ch/suisse/lenseignement-religions-retour-lecole>.

Fernand Melgar Caramba, encore raté!

Décidément, Fernand Melgar accumule les erreurs. Après avoir commis un navet soporifique avec le film *Vol spécial*, auquel j'avais consacré une critique le 26 septembre 2011 sur mon blog¹ et un article dans *Le Pamphlet*², le cinéaste gauchiste est derechef parti en guerre, cette fois contre le trafic de stupéfiants en ville de Lausanne.

Se croyant protégé contre tout soupçon de populisme par ses positions politiques d'extrême-gauche, et par les bons sentiments qui dégouлинаient dans son film sur le renvoi des requérants d'asile déboutés et récalcitrants, il n'a pas compris à qui il s'attaquait cette fois.

A la sortie de *Vol spécial*, le réalisateur lausannois avait été encensé par la critique, par toutes les bonnes femmes qui œuvrent à la Radio suisse romande et par tout ce que le pays compte de braves gens aux bons sentiments. Les rares critiques émanaient de ces vieux Suisses égoïstes et repliés sur eux-mêmes, imperméables aux nécessités de l'accueil, de l'hospitalité, en un mot de l'humanité.

Allant dans le sens de la globalisation, de la mondialisation chères à Soros, Attali et leurs disciples, de l'abolition des frontières, du grand brassage inter-ethnique et interculturel, Melgar jouait gagnant.

Aujourd'hui, c'est différent. En dénonçant le *deal* de rue à Lausanne, et l'incroyable passivité des autorités à l'endroit des pourvoyeurs de mort, il s'en prend à beaucoup trop fort pour lui. Ce ne sont pas seulement les jeunes *dealers* africains qui sont visés, pauvres petits soldats d'une armée dont les colonels sont au Nigeria et les généraux en Colombie, c'est tout un cartel qui est menacé par la révolte d'un homme de gauche. Si ses camarades habituels l'avaient suivi, sa protestation pouvait faire tache d'huile et mettre en péril un empire qui vaut des milliards de dollars.

Mais les barons de la drogue veillaient et ils ont le bras long. On a financé des critiques, des injures et des menaces. La photo des *dealers* serait une image «volée», la dénonciation de Melgar aurait des relents racistes, la répression a démontré son inefficacité, il vaudrait mieux libéraliser et contrôler le marché qu'interdire et punir...

Le malheureux tombe des nues. Il n'a jamais envisagé d'être l'accusé d'un procès stalinien en déviationnisme idéologique. Sans doute a-t-il compris. S'en prendre aux patrons de la distribution de cocaïne n'est pas sans danger. Parions qu'il s'abstiendra de critiquer le cartel de l'héroïne, tenu par les ressortissants des Balkans, encore plus vindicatifs et dangereux.

La Municipalité de Lausanne, presque exclusivement de gauche, peut se rendormir paisiblement. Elle prétend «renforcer la présence policière», mais ce n'est pas pour empêcher le *deal* de rue. C'est pour «répondre au mécontentement croissant de la population». La vente ouverte de la drogue n'est pas près de cesser.

C.P.

¹ <http://www.claude-paschoud.ch/blog/?p=71>.

² http://www.pamphlet.ch/?article_id=270, n^o 408 d'octobre 2011.

Un expert nommé Villiger

Après avoir vendu des cigares, encombré le Conseil fédéral et présidé le conseil d'administration de notre chère UBS, Kaspar Villiger a, comme tout le monde, écrit un livre, un livre sur la démocratie qui plus est. Il faut dire que, ayant apporté la preuve de sa soumission à certains groupes de pression lors de son passage au gouvernement fédéral, il était particulièrement bien placé pour traiter ce sujet.

Et comme il n'y a pas de limites au culot d'un culotté, le bon Kaspar s'est permis, lors d'un entretien accordé à *Suissinfo*¹, des propos qui ont fort irrité, en Grande-Bretagne, les partisans du Brexit. «Le vote sur le Brexit, a-t-il dit, n'était pas de la démocratie directe, mais une sottise. La question formulée n'était pas suffisamment claire. Et les possibles conséquences, risques et stra-

tégies en cas de oui ou de non n'ont pas été discutées à fond à travers des procédés qui ont fait leurs preuves dans le monde académique et politique.»

C'est drôle: il me semblait que la question posée aux citoyens du Royaume-Uni – Le Royaume-Uni doit-il rester membre de l'Union européenne ou quitter l'Union européenne? – était on ne peut plus claire. Je ne vois même pas comment elle aurait pu l'être davantage. Je n'ai pas remarqué non plus que le débat ait été moins nourri et plus mal conduit que ceux qui agitent la Suisse à la veille des votations.

Mais si le grand Villiger, dont la vaste intelligence et la hauteur de vue ont laissé un souvenir impérissable dans notre pays, prétend le contraire, c'est que je n'ai rien compris.

M.P.

¹ https://www.swissinfo.ch/fre/democratedirecte/-deardemocracy_-le-vote-sur-le-brexit-n-%C3%A9tait-pas-de-la-d%C3%A9mocratie-directe--mais-une-sottise-/44144614.

Avis

Comme chaque année, *Le Pamphlet* fait une pause en juillet et août. L'équipe du journal vous souhaite un été ensoleillé et reposant.

Nous profitons de l'occasion pour remercier une nouvelle fois tous les lecteurs qui nous soutiennent par leurs dons. Grâce à eux, nos finances sont saines et les bonnes âmes qui souhaitent la disparition de notre «feuille de chou d'extrême-droite» devront patienter encore quelque temps.

Rendez-vous en septembre.

Réd.

Le Pamphlet
Case postale 998
1001 Lausanne
Courriel: courrier@pamphlet.ch
ccp:10-25925-4
Rédacteur responsable: *Mariette Paschoud*
ISSN 1013-5057